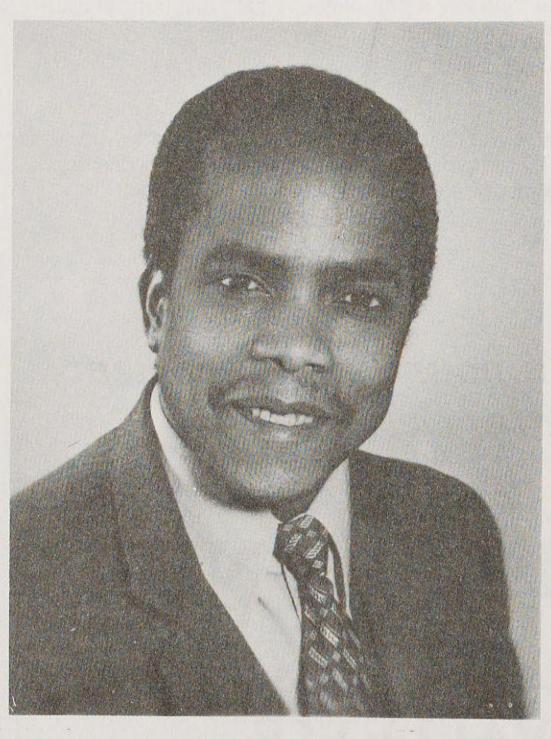
Union des Démocrates et Patriotes de Progrès



Thomas DELBLOND

44 ans - Employé RATP Marié, 2 enfants Conseiller Municipal de Neuilly-sur-Marne «Jouer le jeu, c'est être désintéressé. C'est piétiner les préjugés, tous les préjugés et apprendre à baser l'échelle des valeurs uniquement sur les critères de l'esprit ».

Félix ÉBOUÉ

Le 10 mai 1981, le peuple métropolitain rassemblé autour de toutes les formations de la gauche auxquelles s'ajoutent de nombreux mécontents se prononça massivement pour un changement radical de politique, tandis qu'inversement, les peuples d'outre-mer profondément déçus des méthodes utilisées contre un des leurs, le scientifique Georges NICOLO, lors de sa campagne présidentielle et soumis encore au régime colonial, se prononcèrent en grande partie pour l'abstention et faible partie pour le maintien du système contesté.

Le changement de politique et de comportement de l'outre-mer n'est possible qu'avec une nouvelle majorité parlementaire pluraliste pour éviter à l'équipe dirigeante de commettre les mêmes erreurs que celles de l'équipe précédente.

Pour cela, les options fondamentales de la nouvelle politique doivent être claires, précises et publiques tant pour la métropole que pour l'outre-mer. Pour la métropole, ces options sont nébuleuses, sauf en ce qui concerne le maintien de la France dans l'Alliance Atlantique.

Pour les départements d'outre-mer, elles concernent une « salade indescriptible » composée des articles 53, 72, 73, de la Constitution, du décret nº 60-406 du 26 avril 1960, de l'alinéa 2 de l'article 227 du Traité de Rome. C'est donc une solution rédhibitoire, donc inacceptable pour les peuples concernés.

Il faut échapper à l'inconscience pour voir la réalité. Il faut être tolérent à l'égard de tous ceux qui ont largement contribué à la victoire du 10 mai pour ne pas céder au népotisme à l'ostracisme et à la griserie du pouvoir. Il faut cesser de considérer les peuples d'outre-mer comme des sujets.

L'équation de l'intérêt collectif dans le cadre de l'indépendance nationale exclut comme paramètres les rancœurs, la domination. Par contre, il implique un Exécutif qui ne soit ni monolithique, ni hexagonal. Tous les organes institutionnels doivent être pluralistes et représentatifs de toutes les régions du territoire national.

A cet égard, nous proposons un vaste plan de réformes dans tous les domaines, afin de tenter de répondre, dans les meilleurs délais à l'attente du peuple et l'espoir qui est né le 10 mai 1981.

L'expérience vient de nous rappeler la nécessité de disposer d'une majorité parlementaire pluraliste équilibrée et régionale pour faire vivre la démocratie républicaine.

Citoyennes, Citoyens,

Nous devons tirer une saine leçon de cette expérience. C'est à vous qu'il appartient de faire des élections législatives des 14 et 21 juin 1981, la deuxième date historique : celle de la restauration de la démocratie républicaine, de l'abolition de la colonisation, de la justice sociale et de la dignité humaine.

Voter le 14 juin 1981 pour le changement démocratique républicain, c'est voter

Thomas DELBLOND

SUPPLEANT
Jean-Marie VALLETTE

Candidat de l'Union des Démocrates et Patriotes de Progrès